



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 27 septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les décisions annoncées par le Président Tebboune saluées par le patronat

Des organisations patronales ont salué, lundi à Alger, les décisions annoncées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la rencontre gouvernement-walis, exprimant leur satisfaction quant aux orientations données pour lever toutes les contraintes se dressant devant les investisseurs.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Elaboration d'un avant-projet de loi relative au partenariat public-privé

Un avant-projet de loi relative aux conditions de mise en œuvre du partenariat public-privé (PPP) a été élaboré par le gouvernement, afin de diversifier les modes de financement des projets d'investissement, selon la Déclaration de politique générale du gouvernement dont l'APS a obtenu une copie.

[Fin des travaux de la rencontre gouvernement-walis : Strictes recommandations aux commis de l'état](#)

Le wali doit relever le défi et assurer son nouveau rôle qui consiste à être un «moteur» de développement national et local. Il doit s'arrimer aux nouvelles exigences économiques du pays. La rencontre gouvernement-walis a achevé ses travaux en adoptant une série de recommandations qui s'articulent autour de «la meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et de l'appui de l'investissement au niveau local et le renforcement des prérogatives du wali», annonce-t-on.



[Abdelkader Soufi, politologue : «Décentraliser et réformer la fiscalité »](#)

La refonte des codes des collectivités locales (communes et wilayas), est une mission primordiale et urgente, souligne à El Moudjahid, le Dr Abdelkader Soufi, politologue précisant que «le renforcement de la décentralisation et la réforme de la fiscalité locales sont des impératifs dans ce sens où les codes communal et de wilaya doivent s'adapter à l'évolution de la situation politique et économique du pays.



[Eclairage : Nouvelle vision](#)

La rencontre gouvernement-walis se veut être une tradition pour évaluer, rectifier et améliorer la gestion au niveau local. Cette rencontre comportait trois axes principaux : le rôle du wali, le nouveau cadre juridique de promotion du climat d'investissement, créateur de richesse et d'emploi permanents, ainsi que la réforme de la finance et de la fiscalité locales.



[L'Algérie : une économie émergente](#)

Forte de ses atouts économiques, l'Algérie affirme sa volonté d'adhérer aux BRICS, un groupe comprenant les pays aux taux de croissance les plus exceptionnels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Le pays reçoit déjà des appuis pour réaliser cet objectif et la Chine a accueilli favorablement cette annonce en avançant l'argument que l'Algérie est un grand pays en développement et un représentant des économies émergentes.



Redressement économique : Quand le dinar se requinque

Le dinar fait l'objet d'une appréciation continue depuis quelques semaines ce qui a un impact «positif» sur l'économie, le niveau des prix des produits et services importés, ainsi que sur le pouvoir d'achat des ménages algériens. L'appréciation du dinar accroît la production des entreprises et protège le pouvoir d'achat des Algériens.



Déclaration de politique générale du gouvernement, Consécration d'un principe constitutionnel : Le gouvernement sous contrôle parlementaire

La déclaration de politique générale du gouvernement sera présentée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, lors d'une plénière prévue le 3 octobre prochain, avant d'être débattue par les députés de l'APN. Au terme des interventions lors du débat général, le Premier ministre répondra aux préoccupations des membres de la chambre basse du Parlement.



Premier ministre: Gestion des affaires locales " loin de la bureaucratie"

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a appelé, dimanche, à ériger les autorités locales en "force de proposition dans les cadres de l'action collective" et à gérer les affaires locales avec une "approche économique loin de la bureaucratie".



Avant-projet de la loi de finances 2023 : Favorable au financement des projets d'investissement

Le gouvernement a examiné, mercredi dernier, l'avant-projet de la loi de finances pour 2023. Dans quel contexte intervient-elle et que faut-il attendre d'elle comme mesures prioritaires? Pour le professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen, Chaïb Baghdad, «une loi de finances est établie pour atteindre un équilibre financier entre recettes et dépenses engagées dans un esprit de transparence et de gouvernance garantie».



Elaboration d'un avant-projet de loi relative au partenariat public-privé

Un avant-projet de loi relative aux conditions de mise en œuvre du partenariat public-privé (PPP) a été élaboré par le gouvernement, afin de diversifier les modes de financement des projets d'investissement, selon la Déclaration de politique générale du gouvernement, rapporte l'agence officielle.



Programme du Président de la République: Benabderrahmane présente la déclaration de politique générale

Les composantes de l'identité nationale et de la mémoire. Une Nation sans identité nationale ni mémoire ne peut survivre aux soubresauts de l'histoire ni aux changements et vicissitudes d'un monde en perpétuel mouvement. Celle qui les possède a le devoir de les développer, de les raffermir et de les transmettre aux générations futures.



En dépit de l'augmentation des réserves en devises : La situation financière reste fragile

Attention à l'euphorie que peut susciter l'amélioration actuelle des principaux indicateurs macro-économiques. Il suffit que les prix du pétrole chutent pour que se mette à nu la vulnérabilité de l'économie nationale, le retour en particulier aux déficits du budget, de la balance courante et de la balance des paiements.



Aïmene Benabderrahmane anticipe une hausse de l'excédent commercial : Les comptes extérieurs repassent dans le vert

Alors que les comptes extérieurs affichaient au tout début du précédent exercice un solde plutôt déficitaire, le déficit a cédé le terrain à l'excédent, au tableau, une plus-value de 14 milliards de dollars sur le compte de la balance commerciale à la fin août dernier.



1000 communes d'Algérie déclarées pauvres : le sévère bilan d'un système fiscal redistributif

L'Exécutif remet au goût du jour la question de la réforme de la fiscalité locale pour pouvoir sortir certaines communes de l'isolement et de la pauvreté. Elles sont 1000 communes à être qualifiées de pauvres. Lors de son discours d'ouverture de la rencontre gouvernement-wali, le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a sonné le tocsin et indiqué que « sur 1540 communes, plus de 1000 sont pauvres », soulignant, dans la foulée, l'impératif de canaliser les missions des élus locaux vers la création des richesses.



Augmentations des salaires et allocations : les dépenses annoncées par Tebboune sont-elles soutenables ?

Lors de l'ouverture de la rencontre Gouvernement-Walis, le Président Tebboune a affirmé que « l'augmentation des salaires modestes, de l'allocation chômage, et la révision des pensions de retraite, se poursuivront en 2023 ». Une annonce qui prévoit une loi de finances dépensière pour l'année prochaine.



Algérie : la politique des subventions étatiques remise au devant de la scène

Le Premier ministre s'est exprimé, hier, à propos des subventions étatiques qui vont être revues dans les prochains mois. Pour les curieux, ne bougez pas ! On vous en dit plus, juste ci-dessous dans ce nouveau numéro du lundi 26 septembre 2022.



فائض في الميزان التجاري الجزائري بـ 17 مليار دولار عام 2022

ينتظر ان يفوق فائض الميزان التجاري للجزائر 17 مليار دولار بنهاية العام الجاري 2022, حسبما أفاد به الأحد الوزير الأول, أيمن بن عبد الرحمان. وأوضح بن عبد الرحمان, في كلمة ألقاها خلال اختتام اجتماع الحكومة بالولاية المنعقد بقصر الأمم, أن "الميزان التجاري حصل فائضا يقدر بـ 14 مليار دولار في نهاية أوت, ومنتظر أن يفوق 17 مليار بنهاية 2022".

■ Une performance économique malgré des obstacles et défis

Les réserves de change frôlent les 60 milliards de dollars !

En septembre 2021, les réserves de change (des avoirs en devises étrangères et en or) de l'Algérie dépassaient les 44 milliards de dollars, et avec un excédent de la balance commerciale de 14 milliards de dollars à la fin août 2022, les réserves de change de l'Algérie vont dépasser les 60 milliards de dollars à la fin de l'année en cours. Une performance financière et économique.

La relance économique initiée et impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis qu'il a pris les commandes du pays, en décembre 2019, est en train de générer des victoires. Avant-hier et devant les membres du Gouvernement et les 58 walis de la République, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé que «l'excédent de la balance commerciale a dépassé les 14 milliards de dollars à la fin août passé, et devrait atteindre et surpasser les 17 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2022», a-t-il précisé.

Présidant la clôture de la rencontre Gouvernement-walis tenue avant-hier au Palais des Nations à Alger, le Chef du Gouvernement a précisé que «l'excédent de la balance commerciale de 14 milliards de dollars enregistré à la fin août, s'ajoute au dernier taux des réserves de change, déjà communiqué et dont tout le monde est au courant», dira Aïmene Benabderrahmane. Sans préciser le taux global et actuel des réserves de change du pays, le Premier ministre s'est contenté d'informer qu'il s'agit d'une augmentation importante par rapport au dernier taux com-

munié il y a un an. Les réserves de change ont enregistré récemment «une nette augmentation, dépassant le taux prévu», a fait savoir Aïmene Benabderrahmane qui a rappelé les rapports internationaux des différentes instances selon lesquels le taux de change de la monnaie nationale affiche une amélioration notable. Autrement dit, en septembre 2021, le taux des réserves de change de l'Algérie était de 44,7 milliards de dollars, selon la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cela dit, les réserves de change de l'Algérie au niveau de la Banque Centrale relevant du FMI frôlent les 60 milliards de dollars avec, bien entendu, les 14 milliards de dollars de l'excédent de la balance commerciale atteint à la fin d'août passé. Un exploit et une performance dans la gestion de l'économie nationale, malgré les multiples défis et obstacles qu'a connus l'Algérie. Cet excédent de la balance commerciale a été atteint grâce à la valeur des exportations hors hydrocarbures qui a atteint les 4,4 milliards de dollars à la fin du mois dernier, a tenu à souligner le Premier ministre, selon lui, ce chiffre sera plus considérable d'ici la fin de l'année en cours, où «l'Etat table sur sept milliards de dollars», dira le Chef du Gouvernement devant les présents à la salle des Palais des Nations. Au regard de ces indicateurs positifs, «les prémices de la relance économique commencent à apparaître», a assuré le Premier ministre.

Soffiane Abi

COMMENTAIRE

SUR LES CHEMINS QUI MONTENT

Par Ouali Mouterfi

A son élection à la tête de l'Etat, le président Tebboune n'avait pas été particulièrement gâté par la conjoncture. Il avait même hérité d'une situation des plus déplorable sur tous les plans, et la nature s'est même permise de rajouter une couche en plongeant le monde dans une pandémie qui l'a paralysé deux années durant, entraînant des difficultés supplémentaires dont l'Algérie aurait très bien pu se passer. En dépit de cela, ce cap difficile a été surmonté grâce à une volonté sans faille, alors que les critiques fusaient de partout et prédisaient un avenir sombre au pays, poussant à vite faire appel au FMI. L'Algérie a aujourd'hui atteint un rivage beaucoup plus favorable en réussissant à restaurer les institutions de l'Etat et instaurer un climat politique plus serein, à renforcer sa sécurité sanitaire, à juguler l'hémorragie suicidaire des ressources en devises du pays, en rationalisant ses dépenses et en comptant davantage sur la production nationale, à freiner l'inflation et la détérioration du pouvoir d'achat du citoyen. Mieux, le

président de République peut se targuer non seulement d'avoir encouragé les exportations hors hydrocarbures, mais aussi d'avoir débloqué l'économie en mettant en service près d'un millier d'usines et mettant ainsi des milliers d'emplois sur le marché, au grand profit des jeunes chômeurs qui ont, pour les moins favorisés, pu bénéficier d'une allocation chômage en attendant de trouver un poste de travail. Sans oublier la promesse faite d'augmenter les salaires et retraites dès l'année prochaine. Pour la première fois aussi, l'amélioration des recettes provenant des hydrocarbures n'ont pas entamé la volonté de mener les réformes nécessaires pour conduire le pays vers la bonne gouvernance économique et à la diversification de l'appareil de production nationale. Sur ce plan, les perspectives sont encore plus réjouissantes. De grands projets, dont la rentabilité ne fait aucun doute, à l'instar de l'exploitation des mines de fer de Gara Djebilet, de phosphates de Tébessa et des mines de zinc de Tlemcen et Bejaïa, ont été mis sur rail et qui viendront renforcer la capacité du pays à générer des devises, tandis que l'agriculture est appelée à développer les cultures stratégiques

(blé, huiles, sucre, viandes, lait, légumes secs, fourrages) et renforcer la sécurité alimentaire du pays. L'industrie est vouée, pour sa part, à un grand rôle, avec un objectif intermédiaire d'atteindre un taux de participation au PIB national de 15%. Outre le déblocage de centaines de projets, Abdelmadjid Tebboune vient de doter le pays d'un nouveau code de l'investissement sur lequel sont fondés de grands espoirs, non seulement pour donner plus de confiance aux investisseurs nationaux, mais aussi pour attirer le capital international et les technologies dont l'Algérie a besoin. C'est un levier nécessaire pour relancer et développer son appareil de production, afin de gagner sa place dans la future Zone de libre-échange africaine. Abdelmadjid Tebboune veut placer l'Algérie sur les chemins qui montent. L'Algérie s'est ainsi fixé l'ambition de rejoindre les Brics. C'est un incitant suffisant pour déployer les efforts nécessaires. D'autant plus que l'Algérie, après avoir redynamisé sa diplomatie et retrouvé son aura internationale, veut une place de leader pour représenter l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU.

■ O. M.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les partis s'y préparent activement

Les partis politiques présents au sein de l'Assemblée populaire nationale se préparent en vue des débats autour de la Déclaration de politique générale du gouvernement que fera le Premier ministre le 3 octobre prochain.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Le Premier ministre présentera, lundi prochain, la Déclaration de politique générale de son gouvernement par-devant les membres de l'Assemblée populaire nationale. Une démarche qui va en droite ligne de l'article 111 de la Constitution qui stipule que le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, doit présenter annuellement à l'Assemblée populaire nationale, une Déclaration de politique générale. Cette dernière donne lieu à débat sur l'action du gouvernement, qui peut s'achever par une résolution et peut également donner lieu au dépôt d'une motion de censure par la Chambre basse du Parlement conformément aux dispositions des articles 161 et 162 de la Constitution. Le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, peut demander à l'Assemblée populaire nationale un vote de confiance. Si la motion de confiance n'est pas votée, le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, présente la démission du gouvernement. Dans ce cas, le président de la République peut, avant l'acceptation de la démission, faire usage des dispositions de l'article 151 de la même Constitution.

Et dans cette perspective, les divers groupes parlementaires présents au niveau de la Chambre basse du Parlement se préparent.

C'est le cas du parti du Front de libération nationale qui regroupera, après-demain jeudi dans l'après-midi, au siège national du vieux front, ses 98 députés. Ce qu'a affirmé, avant-hier dimanche, le secrétaire général du parti en marge d'une réunion avec les secrétaires des mouhafadhas et les responsables des commissions transitoires au niveau des mouhafadhas. Abou El Fadhl Baâdjij a affirmé qu'il donnera à l'occasion de ce conclave des directives aux députés du parti à l'effet d'appuyer cette déclaration de politique générale du gouvernement qu'il s'agira également «d'enrichir».

Pour sa part, le Rassemblement national démocratique tient, le week-end prochain, en marge d'un séminaire national de formation de ses élus locaux, prévu à Chief, une rencontre de ses parlementaires au niveau de la Chambre basse du Parlement. Le chargé de la communication du parti qui nous a fait part, hier lundi, de cette rencontre, parle de groupes de travail sur lesquels les députés du parti s'attellent depuis peu à l'effet de passer au peigne fin ladite Déclaration de politique générale du gouvernement. «Le document est analysé et débattu chapitre par chapitre et il s'agira, lors de cette rencontre prévue samedi prochain, pour le secrétaire général du parti, de donner des orientations aux députés qui auront à relever les points



forts et les points faibles et de proposer des palliatifs», soutient Safi Larabi.

Dans une toute récente sortie publique à l'occasion d'une rencontre dédiée aux jeunes, le secrétaire général du RND avait soutenu que la Déclaration de politique générale du gouvernement fera l'objet d'une «évaluation sérieuse».

Pour Tayeb Zitouni, la situation actuelle dicte d'interpeller le gouvernement quant à la mise en œuvre de ses engagements inscrits dans son plan d'action devant les représentants du peuple. Un gouvernement qui doit répondre avec un dynamisme rapide aux aspirations des citoyens.

La même démarche est adoptée par le Front El Moustakbal dont les députés passent au crible ledit document, chapitre par chapitre, soutient Fateh Boutblg, qui promet des interventions «responsables» des députés du Front à la «hauteur des préoccupations et des aspirations des citoyens». Et à notre interlocuteur de parler d'une rencontre de tous les parlementaires du parti prévu en fin de semaine en cours, en présence d'experts, pour faire une «évaluation économique mais également sociale» de l'action du gouvernement.

El Biana compte adopter la même procédure puisque, selon Kamel Benkhellouf, membre de la direction du parti et ex-chef du groupe parlementaire du mouvement, ladite Déclaration de politique générale du gouvernement est étudiée par les députés du parti par chapitre. Notre interlocuteur parle d'une journée d'études prévue dimanche prochain au siège national du mouvement dédiée à l'évaluation de l'action du gouvernement et des perspectives contenues dans ladite déclaration de politique générale que fera Aïmene Beniabderrahmane, lundi prochain par-devant les députés.

M. K.

ORAN

Journée d'information de la douane au profit des opérateurs économiques

C'est en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de la région d'Oran que la direction régionale des Douanes a organisé, hier lundi, une journée d'information à l'intention des opérateurs économiques. Sous le slogan «Les Douanes algériennes au service de l'économie et du citoyen», l'assistance a pu suivre des explications détaillées et techniques sur les amendements du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises «SH 2022».

Durant sa présentation, M. Ben Amar Ahmed, sous-directeur des techniques douanières, a indiqué que le processus des amendements du système harmonisé est d'abord passé par la recommandation du 28 juin 2019 du conseil de coopération douanière (amendement principal), suivi par des recommandations du 25 juin 2020 et du 24 juin 2021 du conseil de coopération douanière (amendements complémentaires et corrections).

Ayant abouti à l'acceptation par les membres, puis l'entrée en vigueur du système harmonisé (SH) en 2022. «Parmi les objectifs des amendements du SH 2022, essentiellement l'adaptation du SH aux pratiques commerciales actuelles par la reconnaissance de nouvelles catégories de produits. La prise en compte des questions environnementales et sociales de portée mondiale», dira l'intervenant.

Au total, ce sont 351 amendements qui ont été opérés. À titre d'exemple : 58 amendements ont concerné les produits chimiques, 31 amendements pour le bois, 53 amendements ont touché le domaine des machines et appareils électriques et électroniques, 22 concernent les moyens de transport.



Ces opérations d'amendement ont lieu selon le tableau représentant cela, tous les 3 à 5 ans, la première application ayant eu lieu en 1988, puis en 1992, suivie par des amendements en 1996, puis en 2002, 2007,

2012, et 2017 et enfin 2022.

Ces amendements ont touché, entre autres, le secteur de la santé et de la sécurité humaine, «dans un souci de réduire les risques liés aux délais de déploiement des

outils de diagnostic rapide des maladies infectieuses lors d'épidémies. Il a été prévu des dispositions pour simplifier le classement des trousses de diagnostic».

Parmi les amendements opérés, il y a également ceux visant la protection de la société et la lutte contre le terrorisme. Ceux-ci consistent, dira l'intervenant, «des missions de plus en plus importantes pour la douane.

De nombreuses nouvelles sous-positions ont été créées pour couvrir les articles à double usage (matières radioactives, encartes de sécurité biologique, articles nécessaires à la construction d'engins explosifs improvisés)».

Concernant les modifications effectuées au niveau du tarif douanier, à l'occasion de l'intégration des amendements du SH, ceux-ci, dira M. Ben Amar, «ne concernent que la partie réservée à la structure dudit tarif douanier (codification, désignation des marchandises et les notes légales). Autrement dit, elles n'affectent nullement les taux des droits et taxes figurants au tarif».

Amel Bentaiba

TRENTE ANNÉES DE PROFONDES MUTATIONS

Un recensement pour comprendre l'Algérie

● On ne sait pas grand-chose des Algériens depuis le recensement de 1987 (le dernier datant de 2008), presque trois décennies de profondes mutations dans le pays : combien sont-ils, où vivent-ils et où travaillent-ils, comment s'organisent-ils, que sont devenus les villes et villages... ? ● Des questions auxquelles devra répondre l'opération de recensement lancée depuis hier et qui s'étalera sur une vingtaine de jours.

Par Ali Bahmane

Le long de ces trois dernières décennies, nombre d'événements ont marqué et transformé en maints endroits le pays, de manière radicale. La population est aujourd'hui estimée à 45 millions d'habitants avec un pic prévu de 50 millions en 2025. La poussée démographique a été constante, dans la trajectoire du boom de l'après-indépendance, mais elle a marqué un net recul durant la décennie 1990 dans le contexte général de la guerre civile. La violence, l'insécurité et la peur de l'avenir ont freiné considérablement la poussée nataliste tout en provoquant un gigantesque exode des populations des zones d'insécurité vers des lieux plus sûrs, notamment les grands centres urbains. S'il n'est pas de même nature, ni de même ampleur que les déplacements des Algériens durant la Guerre de Libération nationale, l'exode de la décennie 1990 a impacté considérablement les familles et les groupes de populations qui l'ont subi. Des pertes humaines considérables et de lourds handicaps, physiques et psychiques, des destructions importantes au niveau de l'habitat et des emplois. Ce sont ces données fondamentales que devra traiter le recensement en cours en analysant tous les volets, humain, économique, sociologique... C'est une autre Algérie qui a été configurée par le drame de la décennie 1990, à tous les niveaux. L'abandon des zones rurales a contribué à amplifier le phénomène



PHOTO: D. R.

de la «rurbanisation», concept cher à Mostefa Lacheraf. Toutes les villes du pays, spécialement du Nord, ont vu leurs périphéries livrées à l'habitat précaire pour accueillir les millions de ruraux et de montagnards à la recherche de sécurité et d'un mieux-être. Les déracinés se sont orientés vers l'informel, une véritable plaie concurrençant la sphère économique officielle, laquelle a raté le virage des réformes économiques initiées par le duo Chadli-Hamrouche. Elles furent ajournées, voire annulées, dans le contexte de l'impitoyable guerre imposée par le terrorisme qui aggrava la chute drastique des revenus tirés des hydrocarbures, imposant à l'Algérie de recourir aux organisations financières internationales. Les

mauvaises décisions en matière de gouvernance firent le reste. Ainsi de l'ouverture bridée du commerce au privé dans laquelle s'engouffrèrent des milliers d'importateurs faisant du marché algérien un immense bazar à ciel ouvert. Pareillement furent achevés les derniers fleurons industriels mis en place par les équipes de Boumediène, avec un coût social très élevé en pertes d'emplois et en règlements de comptes par le biais de la justice. A début des années 2000, l'embellie financière née de la flambée des prix des hydrocarbures ne fut pas saisie par Bouteflika pour lancer un véritable plan de redressement de l'économie basée sur la relance de la production des biens et services. De grands travaux d'équipement firent

engagés, notamment l'autoroute Est-Ouest, mais souvent dans des conditions opaques, voire douteuses qui ouvrirent grandes les portes de la corruption. Les années Bouteflika furent celles du gaspillage, de la dilapidation et de la constitution de grandes fortunes douteuses. La population bénéficia d'une partie de la rente des hydrocarbures sous forme de subventions aux produits et services de large consommation, ce qui permit de maintenir un certain niveau de vie, notamment celle de la classe moyenne. Mais la chute des prix des hydrocarbures à partir de 2014 remit en cause ces quelques progrès. Sous le double effet de l'inflation externe et interne et des retombées de l'épidémie de la Covid-19, la paupérisation regagna du terrain : la cherté de la vie, l'exil des jeunes vers des pays du sud de l'Europe, le chômage et autres maux du sous-développement eurent un fort impact politique et se traduisirent par un changement de régime. Le pouvoir actuel tente de redresser la barre, avec l'atout principal d'une flambée des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux. Il cherche encore son mode de gouvernance. Les conclusions de l'opération de recensement sont susceptibles d'être pour les dirigeants de précieuses aides à la décision, tout comme elles sont pour les scientifiques de précieuses données pour saisir le profil de l'Algérien dans ses conditions d'existence et dans ses espérances.

L'ORGANISATION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE)

Le monde paiera «le prix de la guerre» en 2023

● L'OCDE prévient que le monde et particulièrement l'europe vont subir en 2023 une nette récession à cause de la guerre entre la Russie et l'Ukraine

La guerre va continuer à coûter cher aux Etats du monde : l'OCDE a nettement dégradé sa prévision de croissance mondiale l'an prochain devant les effets plus durables qu'anticipé de la guerre en Ukraine, l'Europe payant la plus grande facture. «Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries», a écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques dans un rapport publié hier et intitulé «payer le prix de la guerre». L'absence d'accalmie sur le terrain au huitième mois de l'invasion russe en Ukraine, symbolisée par la récente mobilisation de réservistes par Moscou, incite l'organisation internationale au pessimisme quant au futur proche de l'économie. Après une année 2022 éprouvante pour les ménages et les entreprises, surtout en raison de la flambée inflationniste qui en a résulté, «la croissance mondiale devrait continuer à s'affaiblir en 2023», souligne l'institution basée à Paris. Celle-ci table sur une progression du PIB mondial de 2,2% contre 2,8% anticipés lors de précédentes prévisions en juin, bien qu'elle ait maintenu sa prévision pour cette année à 3% après l'avoir nettement réduite ces derniers mois. «Les pressions inflationnistes sont de plus en plus généralisées, la hausse des prix de l'énergie, des transports et d'autres coûts se répercutant sur les prix», souligne l'OCDE qui a revu en baisse ses prévisions 2023 sur la quasi-totalité des pays membres du G20 à l'exception de la Turquie, de l'Indonésie et du Royaume-Uni dont l'économie connaîtra une stagnation.

2800 MILLIARDS

Pour montrer l'ampleur du choc de la guerre sur l'économie mondiale, l'OCDE a évalué à 2800 milliards de dollars les pertes financières à anticiper l'an prochain par rapport aux prévisions antérieures à l'arrivée des chars en Ukraine. Ce sont logiquement



Les bourses mondiales sont ébranlées par les effets de la guerre russo-ukrainienne

les pays voisins de Kiev et de Moscou qui subiront les coûts les plus importants d'après l'OCDE : la croissance en zone euro subit la révision la plus importante de toutes les régions du monde avec une croissance attendue à 0,3% contre 1,6% anticipé en juin. La raison principale est la flambée des prix de l'énergie, l'inflation étant anticipée cette année à 8,1% et à 6,2% l'an prochain. Agitée depuis des mois comme un risque majeur par les principaux prévisionnistes mondiaux, la récession est le scénario anticipé par l'OCDE pour l'Allemagne : la première économie européenne verrait selon l'OCDE son PIB reculer de 0,7% l'an prochain, un plongeon de 2,4 points en comparaison avec la précédente prévision. Ses principaux voisins y échappent : une croissance de 0,4% est attendue en Italie, de 1,5% en Espagne, et de 0,6% en France, là où le gouvernement table encore sur 1%. De son côté,

le Fonds monétaire international prévoyait dans ses dernières prévisions remontant à juillet 0,8% de croissance en Allemagne, 1% en France et 1,2% en zone euro, mais il pourrait revoir ses anticipations à la baisse en octobre. Parmi les autres grandes régions, la croissance américaine est attendue par l'OCDE à 0,5% contre 1,2% anticipés en juin, et la croissance chinoise à 4,7% contre 4,9%.

«INCERTITUDE IMPORTANTE»

«Une incertitude importante entoure ces projections économiques», concède l'OCDE, notamment devant le risque de pénuries d'énergie pendant l'hiver. La hausse vertigineuse des prix menace déjà l'activité d'un nombre croissant d'entreprises dont certaines sont contraintes de réduire leur activité. Selon l'organisation, des pénuries plus importantes que prévu en gaz ris-

queraient par un effet en cascade de réduire le PIB de la zone euro de 1,25 point supplémentaire l'an prochain, ce qui pousserait alors de nombreux Etats en récession. Ce scénario est d'autant plus inquiétant que les banques centrales des pays développés et émergents sont fermement engagées à remonter leurs taux d'intérêt pour contenir l'inflation, avec le risque de saper là aussi la croissance. Les hausses de taux sont «un facteur-clé» dans le ralentissement en cours, relève l'OCDE, qui appelle toutefois les banquiers centraux à continuer, pour éviter de les remonter plus fortement si l'inflation poursuit son envol. Les mesures budgétaires ciblées et temporaires aux ménages et aux entreprises font partie de la solution face à l'urgence, souligne l'institution, affirmant que jusqu'à présent, les mesures prises contre la hausse des prix de l'énergie ont été «mal ciblées», car profitant souvent à trop de ménages et d'entreprises.

تضاديا للمساس بمصالح الدولة والنظام العام

النواب ممنوعون من تسريب الوثائق الحساسة

إليه الحكومة كلما استدعت الضرورة ذلك، وتخضع دراسة مشاريع هذه القوانين إلى الإجراءات العادية، وتجرى خلال عشرة أيام على الأكثر من تاريخ إيداعها لدى مكتب الغرفة المعنية.

كما يضبط القانون الجديد بصفة دقيقة تاريخ إغلاق الدورة البرلمانية والمقتررة بـ 10 أشهر، حيث تبدأ في 2 سبتمبر وتغلق في آخر يوم عمل من شهر جوان، مع الإبقاء على أحقية الوزير الأول (رئيس الحكومة حسب الحالة) طلب تمديدتها لأيام معدودة لمناقشة نقطة محددة.

كما ترحم الأحكام الدستورية المتعلقة بإلغاء شرط التوقيعات للمبادرة بالقوانين لأعضاء الغرفتين، والتي كانت تشترط توفر نصاب 20 توقيعا، بالمقابل، تم التنصيص على شرط توفر توقيعات 7/1 أي سبع أعضاء الغرفتين لتقديم طلب سحب الثقة من الحكومة. لم يشهد القانون تعديلات جديدة عما جاء في المسودة المقترحة على أعضاء البرلمان، ولا تبدو الحكومة أنها استأنست بمقترحات قدمتها غرفتا البرلمان، واللذان شكلت فريقا عمل للتفكير واقتراح التعديلات المناسبة. وأمام أعضاء المجلس الشعبي الوطني، بصفة خاصة، تحدي وضع لمستهم الخاصة على النص إن كانت لديهم ج. فنينش



اقتصادي أو قانوني بارز، لكن الأغلبية رفضت الإذعان، خشية تحرير نواب الأغلبية وتأييد تعديلات المعارضة. ورغم صعوبة العمل به بسبب الخوف من فقدان الكتلة النيابية السيطرة على اتجاهات التصويت، يصبح لزاما على غرفتي البرلمان تجهيز قاعة الجلسات بالمعدات التي تتيح التصويت السري، أو تصليح الأجهزة الموجودة حاليا.

ويفتح التعديل الجديد الباب أمام الإسراع في الفصل في التشريعات، ومنها مخطط الحكومة (إجراء الاستعجال) لإضفاء مرونة أكبر في العمل التشريعي، وتقليص الفترات المتاحة لأعضاء البرلمان للنظر في المشاريع الحكومية، إذ تقترح المادة 37 مكرر 1: تعذ المصادقة حسب إجراء الاستعجال إجراء استثنائيا يخص مشاريع القوانين التي تكتسي طابعا استعجاليا، تلجأ

الوطني، وتلك المتعلقة بوقائع تكون محل إجراء قضائي". وشملت التعديلات المقترحة على القانون إتاحة المجال عبر المادة 30 من المشروع لاستخدام التصويت الإلكتروني، زيادة على الطرق التقليدية برفع الأيدي أو بالمناداة بالاسم، وأرجعت الحكومة هذا التعديل إلى سياق "تعزيز الشفافية في التصويت وتماشيا مع ما هو معمول به في البرلمانات المقارنة". وسيضطر البرلمان إلى ترجمة هذه التعديلات في أحكام النظام الداخلي لكل غرفة، والمرتبب تعديله بصفة آلية للتطابق مع أحكام الدستور، أو مواجهة نيران الانتقادات في حال رفضه.

ويعد اعتماد التصويت الإلكتروني واحدا من مطالب نواب العهدات السابقة، وخصوصا ممثلي المعارضة عند التصويت على تعديلات مثيرة لقانون المالية أو في التشريعات التي لها أثر

● حد مشروع حكومي من حرية أعضاء البرلمان في نشر المعلومات والوثائق التي من شأنها أن تتسبب في "المساس بمصالح الدولة أو الإخلال بالنظام العام". ورغم التنصيص على واجب الحكومة في تقديم المعلومات والوثائق الضرورية التي يطلبها البرلمان، أكدت المادة 87 مكرر بالمقابل على التزام عضو البرلمان بعدم نشر، في أية وسيلة إعلامية، المعلومات والوثائق التي يتحصل عليها، والتي من شأنها المساس بمصالح الدولة أو الإخلال بالنظام العام، دون تحديد المقصود بـ"مصالح الدولة والإخلال بالنظام"، تاركة المجال واسعا للقراءات.

ويترجم هذا الإجراء حرفيا ما جاء في القانون المتعلق بحماية المعلومات والوثائق الإدارية، الذي ينص على "منع كل موظف يشغل منصبا تشريعا أو تنفيذيا أو إداريا أو قضائيا أو في أحد المجالس المحلية المنتخبة من إفشاء المعلومات". واحتفظت الحكومة في المشروع ذاته بتوجهها لتقليص هامش حرية النواب في الوصول إلى الوثائق الموسومة بالسرية، حيث تنص المادة 87 مكرر 1 على أنه "يستثنى من تطبيق أحكام المادة 87 مكرر أعلاه المعلومات والوثائق التي تكتسي طابعا سريا واستراتيجيا يتعلق بالدفاع الوطني وأمن الدولة الداخلي والخارجي، وبالمصالح الحيوية للاقتصاد

الجزائر عضو في الهيئة بنك التنمية الإفريقي يخصص 13 مليار دولار لدعم التكيف مع تغير المناخ



من الوصول إلى الطاقة المتجددة.

يذكر أن بنك التنمية الإفريقي يعتبر مؤسسة تمويل تنموية متعددة الأطراف، أنشئت للمساهمة في التنمية الاقتصادية والتقدم الاجتماعي في البلدان الإفريقية، وتأسس مصرف التنمية الإفريقي في عام 1964. وياشرت المؤسسة الإفريقية نشاطاتها في الجزائر منذ سنة 1971، وصادقت على أكثر من 40 عملية بقيمة 2.1 مليار وحدة مساعدة أو دعم، مع العلم أن وحدة المساعدة أو الدعم تعادل وحدة حقوق السحب الخاصة لصندوق النقد الدولي.

ويمثل قطاع المنشآت القاعدية النصيب الأكبر من العمليات بنسبة 43٪، يليه برامج دعم الإصلاحات بـ 22٪، والقطاع المالي والصناعي بـ 20٪، فالقطاع الزراعي بنسبة 11٪.

حفيظ. ص

● فتح بنك التنمية الإفريقي نافذة أمام مانحيه لتعبئة مبلغ قدره 13 مليار دولار لدعم إجراءات التكيف مع تغير المناخ في إفريقيا، حسبما ذكر رئيس البنك أكينو ومي أديسينا في تصريحات صحفية.

وأشار أديسينا في الاجتماع الثالث لتجديد موارد صندوق التنمية الإفريقي: إنه من خلال هذا التمويل، سيتمكن 20 مليون مزارع إفريقي من الوصول إلى التقنيات الأكثر كفاءة والقادرة على مقاومة تغير المناخ. وألمح المتحدث ذاته إلى أنه نظرا لأن تغير المناخ يعيق إفريقيا من خلال تزايد حدوث الفيضانات والجفاف، فإن التمويل سيساعد المزارعين في الحصول على تأمين ضد التأثيرات المعاكسة الناجمة عن تغير المناخ. وذكر رئيس البنك أنه مع تعبئة 13 مليار دولار، "سيتم استعادة مليون هكتار من الأراضي المتدهورة، وسيتمكن ما لا يقل عن 9.6 مليون شخص

نحو ارتفاع العائدات الإجمالية إلى 57 مليار دولار الزيادات في الأجور ستطبق بأريحية

وضع الجزائر متميز مقارنة بما يعيشه العالم

وتابع، «الفوائض التي حققتها الجزائر خلال هذه السنة ستجعلنا قادرين على رفع قيمة الدينار بكل أريحية، لأن الجزائر تعتمد النظام المرن المقيد في التعامل مع عملتها، والأمر يأتي أيضا عكس المتوقع بتحرير الدينار، لكن للضرورة أحكام».

رفع قيمة الدينار.. والقدرة الشرائية

ويوضح المتحدث، أن الرفع من قيمة الدينار بـ7% لن ترفع القدرة الشرائية، لكنها ستحميها من التضخم المستورد، خاصة أن الجزائر تستورد حوالي 53% من الواردات من منطقتي الأورو، ومع التراجع الحاصل في قيمة الأورو مقابل الدينار، ولأن مداخيل الجزائر بالدولار وتستورد بالأورو فإننا سنريح في المرحلة الحالية من قيمة الانخفاض التي تعتبر في المحصلة عائدا بعد أن كنا نخسر جراء ارتفاع الأورو عن الدولار في السنوات الماضية. وأعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، في أول يوم من لقاء الحكومة والولاية، رفع الأجور ومنحة البطالة ومعاشات التقاعد، بداية من سنة 2023، موضحا أنه سيتواصل رفع الأجور المتوسطة والبسيطة ومراجعة معاشات التقاعد ورفع منحة البطالة، بداية من جانفي المقبل.



تحت رحمة المديونية». وشدد الخبير الاقتصادي على أن الجزائر ليست دولة في أوروبا مهددة بشتاء بارد ونسب تضخم فاقت 7%، مشيرا في هذا السياق إلى أن وضع الجزائر متميز مقارنة بما يعيشه العالم بعد أزمة كوفيد والأزمة الروسية- الأوكرانية. وفي جواب حول قيمة الدينار، يتوقع هارون أنه سيتم رفع قيمة الدينار بنفس قيمة التضخم الموجود في أوروبا، أي في حدود 7% بغية تفادي التضخم المستورد.

يصف أستاذ الاقتصاد عمر هارون، الوضع الاقتصادي الحالي في الجزائر بالريح، يمكن السلطات العليا في البلاد من التعامل مع الزيادات المرتقبة في الأجور بأريحية.

علي عزازقة

يربط هارون، في اتصال هاتفي مع «الشعب»، هذه الأريحية بارتفاع أسعار النفط والغاز السنة الجارية، ما مكن الجزائر من عائدات بلغت 26.9 مليار دولار خلال السداسي الأول ويتوقع أن تصل إلى 50 مليار دولار خلال نهاية السنة.

ويضيف المتحدث: «يوجد احتمال وصول الصادرات خارج المحروقات إلى 7 ملايين دولار مما يجعل عائدات الجزائر الإجمالية في حدود 57 مليار دولار، فإن حيدت منها الواردات في حدود 35 مليار دولار سيكون الفائض 22 مليار دولار وإذا أضيف لاحتياطي الصرف الموجود سنكون أمام احتياطي مريح جدا في حدود 70 مليار دولار».

ويشأن المخاطر المالية والاقتصادية على مستوى العالم، التي أشار إليها الرئيس تبون بعد أن قال إن كل المؤسسات الدولية منها البنك الدولي تصنف الجزائر على أنها بعيدة عن المخاطر، قال: «هناك دول لا تملك القدرة على إطعام شعوبها، وهناك دول انهارت عملتها، ودول تعيش



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES-CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger